



LA FEDERATION COMMUNIQUE

EUROSERUM :

NON À UNE NOUVELLE FRICHE INDUSTRIELLE

Il y a neuf mois, la direction du groupe Sodiaal annonçait la fermeture du site d'Euroserum de Saint Martin (71) et le licenciement de 129 salariés. Ces mois ont été jalonnés de négociations et de luttes intenses, mais aussi de mensonges en tout genre, de pressions, de coups bas provenant avant tout de la direction. La lutte a permis d'ouvrir de nouvelles perspectives

Malgré les arguments fallacieux du groupe et leur attitude haineuse, le syndicat Cgt de l'usine ne s'est jamais résigné au saccage de l'outil de travail et à la perte des emplois. Avec les salariés du site, l'union départementale Cgt, la fédération et le cabinet d'expertise du Cse, le syndicat Cgt a multiplié les combats. A l'évidence, les 43 jours de grève, les assemblées générales quotidiennes, les initiatives au salon de l'agriculture et les actions locales, la pugnacité des élus Cgt dans les diverses instances de représentation ont porté leurs fruits. Au-delà des dimensions sociales importantes, aujourd'hui des solutions de reprise du site émergent.

La direction de Sodiaal est profondément discréditée. Ses arguments économiques et industriels ont été balayés un à un. Rien ne justifie la fermeture de ce site créé en 1947. La recherche de profits à court terme et l'absence de réelles stratégies de développement économique et social font la démonstration concrète du gâchis qu'elles portent, en toute logique capitaliste. L'intérêt général, celui des salariés et celui de nos industries agroalimentaires sont bafoués au profit de quelques agrobusinessmen avides, peu soucieux de défendre et promouvoir l'esprit et les missions historiques de la coopération agricole.

Des potentiels repreneurs du site se sont déclarés. Ils font face à Sodiaal qui refuse toute reprise industrielle laitière. Drapés dans leurs oripeaux dépassés, les dirigeants du groupe coopératif singent les logiques et politiques des grands groupes capitalistes. Ils utilisent la clause de non concurrence pour entraver la relance d'une activité économique créatrice d'emplois. Tournant le dos aux intérêts de notre pays et insultant les travailleurs de l'usine. Pour autant, les besoins nationaux à satisfaire, le haut niveau de qualifications des salariés, les installations sont des atouts indispensables.

La Cgt continue le combat pour que les projets soient étudiés et concrétisés. L'Etat, les collectivités locales et régionales doivent tout mettre en œuvre pour qu'une solution pérenne se concrétise. La Cgt exige que les intérêts des salariés et de la population soient pris en compte. Elle revendique d'être partie prenante des études en cours, car sans elle et la lutte de haut niveau qu'elle a menée, l'usine de Saint Martin serait réduite à une friche industrielle. Des solutions alternatives existent, elles doivent aboutir. La Cgt continuera d'être extrêmement vigilante pour que vive ce fleuron industriel.

Montreuil,
Le 20 septembre 2022